

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 13/03/2026 de l'établissement CEL V MAROLLES implanté Lieu-dit Croix Saint-Jacques ZAC de Saint-Donain sur la commune de Marolles-sur-Seine (77130), les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Etat des matières stockées** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017 article : 1.4 annexe II
- **Rétention des eaux d'extinction incendie** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2021 article : 4.2.4.2 de l'annexe I et article 8.5.2.V de l'annexe I
- **Moyens de lutte contre l'incendie** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2021 article : 8.8.2 de l'annexe I
- **Installation électrique** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2021 article : 8.4.2 de l'annexe I
- **Chaufferie** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2021 article : 3.2.2 de l'annexe I

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le **13 AVR. 2026**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CEL V MAROLLES**

8 avenue Hoche  
75008 Paris

Références : E/26-0669

Code AIOT : 0006522821

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement CEL V MAROLLES implanté Lieu-dit Croix Saint-Jacques ZAC de Saint-Donain sur la commune de Marolles-sur-Seine (77130). L'inspection a été annoncée le 25/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEL V MAROLLES
- Lieu-dit Croix Saint-Jacques ZAC de Saint-Donain, Marolles-sur-Seine (77130)
- Code AIOT : 0006522821
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site CEL V MAROLLES est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2021/12/DCSE/BPE/IC du 9 mars 2021 à exploiter une plateforme logistique située sur la ZAC de Saint-Donain sur le territoire de la commune de MAROLLES-SUR-SEINE.

Le classement ICPE du site est le suivant :

- Rubrique 1510 : Entrepôt couvert (Enregistrement)
- Rubrique 1436-1 : Liquides de point éclair compris entre 60°C et 93°C, à l'exception des boissons alcoolisées (Autorisation)
- Rubrique 4331 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 (Autorisation)
- Rubrique 4755 : Alcools de bouche d'origine agricole [...] (Autorisation)
- Rubrique 2910-A-2 : Combustion (Déclaration avec contrôle)
- Rubrique 4330 : Liquides inflammables de catégorie 1 (Déclaration avec contrôle)
- Rubrique 4320 : Aérosols extrêmement inflammables contenant des gaz inflammables (Déclaration)
- Rubrique 4321 : Aérosols extrêmement inflammables ne contenant pas de gaz inflammable (Déclaration)
- Rubrique 2925 : Ateliers de charge d'accumulateurs électriques (Déclaration)

L'entrepôt stocke actuellement, pour le compte d'une société de la grande distribution, des produits de stock de débord (en appui du site de stockage principal, hors produits alimentaires et alcool de bouche).

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2021/12/DCSE/BPE/IC du 9 mars 2021 à stocker des matières dangereuses, notamment des liquides inflammables, alcool de bouche et aérosols. Cependant, l'exploitant a déclaré n'avoir jamais stocké de produits dangereux.

**Il a été rappelé à l'exploitant lors de l'inspection, que s'il venait à décider de stocker des matières dangereuses, l'information devrait préalablement être portée à la connaissance de l'Inspection des installations classées de Seine-et-Marne et être accompagnée des éléments techniques justifiant la compatibilité des moyens de défense incendie, notamment l'extinction automatique, et des conditions de stockage mises en œuvre avec les matières dangereuses stockées.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, articles 4.2.4.2 et 8.5.2.V de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.8.2 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.4.2 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Chaufferie	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 3.2.2 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.1 de l'annexe II	Sans objet
4	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 4.4.2.2 de l'annexe I	Sans objet
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II	Sans objet
8	Chaufferie	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3.4 de l'annexe I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 13/03/2026, l'exploitant était globalement à jour des différents contrôles réglementaires.

Les rapports de ces contrôles relèvent toutefois des non-conformités qu'il convient de lever.

L'exploitant a engagé les démarches visant à la réalisation des travaux et des entretiens nécessaires.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

[...]

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté à l'Inspection des installations classées un état des stocks contenant :

- Un classement par rubrique ICPE ( 1510, 1530, 2662, 2663 et 4734) ;
- Le seuil maximal autorisé par rubrique ICPE ;
- La quantité stockée sur site par cellule ;

L'exploitant a également déclaré mettre à jour cet inventaire hebdomadairement.

Une copie est également déposée au poste de garde en cas de sinistre.

L'exploitant a précisé qu'un inventaire de recalage est également effectué à minima annuellement.

Toutefois, il apparaît dans l'état des stocks fourni les incohérences suivantes :

- Pour la rubrique 1510, un seuil maximal fixé à 87 200 000 kg
- Pour les rubriques 1530 et 1532, un seuil maximal fixé à 87 200 000 m<sup>3</sup>
- Pour les rubriques 2662 et 2663, un seuil maximal fixé à 170 897 m<sup>3</sup>

Or le volume autorisé pour la rubrique 1510 par l'AP 2021/12/DCSE/BPE/IC du 09/03/2021 est un volume d'entrepôt de 490 000 m<sup>3</sup> représentant un volume de 87 200 m<sup>3</sup> de matières relatives aux rubriques ICPE 1511 ou 1530 ou 1532, ou bien 69 750 m<sup>3</sup> de matières relatives aux rubriques ICPE 2662 ou 2663.

Il n'a pas été présenté à l'Inspection des installations classées de plan général de stockage.

Enfin il est rappelé à l'exploitant qu'en cas de stockage de matières dangereuses, cet état des stocks devra être mis à jour de façon quotidienne.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, sous **1 mois**, de :

- Corriger les incohérences relevées dans son état des stocks ;
- Transmettre un plan général de stockage ;

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Rétention des eaux d'extinction incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 4.2.4.2 de l'annexe I et article 8.5.2.V de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Isolement avec les milieux

**Prescription contrôlée :**Article 4.2.4.2 de l'annexe I à l'AP du 09/03/2021 :

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Article 8.5.2.V de l'annexe I à l'AP du 09/03/2021 :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

[...]

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.

[...]

**Constats :**

Le site dispose d'une rétention interne au sein des cellules C2.a et C2.b, destinées au stockage des matières dangereuses. L'exploitant a déclaré n'avoir, à ce jour, jamais stocké de matières dangereuses au sein de l'entrepôt.

Cette rétention interne est reliée jusqu'au bassin de rétention étanche par un réseau de tubosiders et une vanne barrage permettant la montée en charge du réseau en cas d'accident. Cette vanne barrage est manuelle. L'exploitant a présenté un rapport d'intervention du 11/03/2026 relatif au contrôle de cette vanne.

En aval du bassin de rétention, une pompe de relevage asservie au sprinklage, permet l'isolement du bassin de rétention vis-à-vis du bassin d'infiltration. L'exploitant a présenté un bon d'intervention du 12/02/2026 relatif à l'entretien de cette pompe. Un flash lumineux est à remplacer. L'exploitant a indiqué qu'un devis est en cours de chiffrage pour lever cette non-conformité.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant, sous <b>3 mois</b> , de transmettre une attestation de fin de travaux concernant le remplacement du flash lumineux de la pompe de relevage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.1 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> <p>« Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection des installations classées un plan des réseaux du site. Celui-ci fait notamment apparaître les ouvrages de collecte, de rejet et les dispositifs de protection.</p> <p>Des schémas des différents réseaux, complétant les procédures relatives à la mise en œuvre des dispositifs de protection et de rétention, sont également présents dans le PDI du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 4 : Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 4.4.2.2 de l'annexe I	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE des eaux pluviales	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence des points de rejets : n°2 et 3 (cf. Article 4.3.5)	
PARAMETRES	CONCENTRATIONS MAXIMALES (mg/l)
MED	100
DBO5	100
DCO	300
HCT	10
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'Inspection des installations classées, un rapport d'analyse des eaux pluviales, réalisé le 23/05/2025. L'ensemble des paramètres à surveiller, prescrits dans l'AP du 09/03/2021, sont analysés. Le rapport ne relève pas de dépassement des VLE fixées par l'AP du 09/03/2021.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.8.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services et la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

TYPE DE MATÉRIEL	FRÉQUENCE MINIMALE DE CONTRÔLE
Extincteur	Annuelle
RIA	Annuelle
Sprinkler	Semestrielle
Détection incendie	Semestrielle
Désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle

#### **Constats :**

##### **Concernant les extincteurs :**

L'exploitant a présenté un rapport d'intervention daté du 31/12/2025. Le rapport fait état des vérifications réalisées et des pièces détachées remplacées.

##### **Concernant les RIA :**

L'exploitant a transmis un rapport de visite relatif à la maintenance annuelle des RIA, daté du 13/01/2026.

Le rapport précise qu'un remplacement de quatre lances a été effectué et ne relève pas de non-conformité à l'issue du changement.

##### **Concernant le système de sprinklage :**

Le rapport du 17/09/2025 relatif à la vérification du système des sprinklage ne fait pas mention de non-conformité susceptible de mettre en échec le système d'extinction automatique. Le rapport relève une observation concernant la vanne d'aspiration GMPD à cadenasser.

Un second rapport, daté du 04/02/2026 concerne la maintenance du groupe motopompe du local sprinklage. Celui-ci fait état d'une fuite sur l'échangeur, empêchant les essais moteur afin de ne pas engendrer de casse. L'exploitant a présenté un devis pour le remplacement de l'échangeur, et a précisé qu'une date d'intervention est prévue au 17/03/2026.

##### **Concernant le système de sécurité incendie (SSI) :**

Le rapport de maintenance SSI du 12/12/2025 indique que l'ensemble des tests menés sont conformes. Deux observations sont relevées concernant l'étiquetage de l'ensemble des détecteurs automatiques ainsi que la prévision du remplacement du relais CTA.

##### **Concernant le système de désenfumage :**

L'exploitant a présenté un rapport d'intervention du 05/05/2025 relatif à la vérification du désenfumage. Le rapport relève une non-conformité liée à la fuite des vérins en position

fermeture sur deux exutoires. Un rapport de fin de travaux du 29/07/2025 a également été transmis. Celui-ci présente le changement des vérins sur les deux exutoires non conformes.

**Concernant les portes coupe-feu :**

Le rapport de maintenance des portes coupe-feu du 11/04/2025 présente des non-conformités liées à un défaut de certains joints et à une serrure de porte défectueuse. Le rapport d'intervention du 29/08/2025 précise que ces non-conformités sont levées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Concernant le système de sprinklage :**

Il est demandé à l'exploitant, sous **3 mois**, de transmettre le bon d'intervention du remplacement de l'échangeur ainsi qu'un rapport de levée des réserves et de bon fonctionnement du groupe motopompe du local sprinkler.

**Concernant le système de sécurité incendie (SSI) :**

Il est demandé à l'exploitant, sous **3 mois**, de transmettre un bon d'intervention relatif au changement du relais CTA.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Plan de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

[...]

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, [...]
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis son plan de défense incendie (PDI), celui contient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les schémas d'alerte et les fiches d'actions en périodes ouvrées et non ouvrées ;</li> <li>Les messages et consignes relatifs à l'alerte des secours et des établissements voisins ;</li> <li>Les différents plans et schémas permettant la localisation des accès, moyens de défense incendie, organes de coupures et réseaux ;</li> <li>Les procédures liées à la mise en œuvre de la vanne barrage, pompe de relevage et de la mise en sécurité de la chaufferie ;</li> <li>Le recensement des différents moyens de défense incendie ;</li> <li>Le zonage des risques et l'implantation des matières stockées.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Installation électrique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.4.2 de l'annexe I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque électrique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé que la vérification annuelle de l'installation électrique a été réalisée le 10/03/2026, le rapport d'intervention n'a pas encore été transmis.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant sous <u>1 mois</u>, de transmettre le rapport de vérification électrique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 8 : Chaufferie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.3.4 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chaufferie
<b>Prescription contrôlée :</b>  pour ses besoins en chauffage, l'entrepôt sera équipé d'un local chaufferie abritant 2 chaudières de 1,2 MW chacune, fonctionnant au gaz naturel, situé à l'ouest du bâtiment. [...]
<b>Constats :</b>  Un compte rendu d'intervention concernant la maintenance de la chaufferie le 05/05/2025 a été transmis par l'exploitant. Celui-ci présente les opérations d'entretien et de nettoyage réalisées sur les deux chaudières du site, ainsi que sur les équipements du réseau, pompes et centrale de détection gaz.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Chaufferie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 3.2.2 de l'annexe I		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE des rejets atmosphériques		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Installations	Puissance totale	Combustible
1 local chaufferie	2,4 MW	Gaz naturel
Hauteur minimale en m de chaque cheminée	Nombre de cheminées	Vitesse mini d'éjection en m/s
19,20 m	1	5
La présence d'obstacles est prise en compte pour déterminer la hauteur des cheminées permettant une dispersion optimale des gaz de combustion. Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : A des conditions normalisées de température (273,15 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à une teneur en O2 précisée dans le tableau ci-dessous.		

	Concentrations instantanées en mg/Nm3
Concentration en O2 de référence	3.00 %
NOx en équivalent NO2	100
CO	100
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier rapport des mesures des rejets atmosphériques des chaudières a été réalisé le 25/01/2023.</p> <p>L'ensemble des paramètres à surveiller et prescrit par l'AP du 09/03/2021 sont analysés. Le rapport conclut au non dépassement des VLE.</p> <p>La fréquence de contrôle étant de 3 ans, de nouvelles mesures sont à réaliser.</p>	
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous <b>3 mois</b>, de transmettre le rapport d'analyse des rejets atmosphériques.</p>	
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>	
<b>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</b>	
<b>Proposition de délais : 3 mois</b>	